Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol.6, n°1 | Mars 2015

Géographie(s) et Droit(s)

Quand l'usage fait patrimoine. Vers une patrimonialisation des usages et des paysages culturels ?

L'exemple de la Dombes

When Uses Make Heritage: Towards the Recognition of Uses and Cultural Landscapes as Heritage? The Case of Ponds in the Dombes Area (France)

Stéphanie De Carrara et Yves-François Le Lay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10754>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10754

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Stéphanie De Carrara et Yves-François Le Lay, « Quand l'usage fait patrimoine. Vers une patrimonialisation des usages et des paysages culturels ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol.6, n°1 | Mars 2015, mis en ligne le 11 février 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10754> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10754>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Quand l'usage fait patrimoine. Vers une patrimonialisation des usages et des paysages culturels ?

L'exemple de la Dombes

When Uses Make Heritage: Towards the Recognition of Uses and Cultural Landscapes as Heritage? The Case of Ponds in the Dombes Area (France)

Stéphanie De Carrara et Yves-François Le Lay

1. Géographie, droit et action environnementale

- 1 La manière dont un individu agit sur son environnement ou sur le paysage est liée à ses expériences et à ses éléments de connaissances. Ce lien est au cœur de la notion d'attitude environnementale – venant de la psychologie sociale – qui désigne un état mental issu de trois variables : la cognition (connaissances), l'affect (émotions) et la conation (intention d'agir) appliqués à un objet. L'attitude s'appuie sur des expériences passées et correspond à un jugement, ou à une opinion, qui influe sur la réponse de l'individu à l'objet-stimulus, cette réponse pouvant être verbale, physiologique ou comportementale (Lafrenaye, 1994). Une certaine proximité apparaît donc avec le concept de représentation (spatiale ou paysagère), qui comprend également des dimensions de connaissances ou croyances, de sensibilités ou encore de motivations à agir. Ces composantes permettent de définir des degrés d'acceptation sociale utilisés en particulier dans des travaux cherchant à mesurer l'impact d'aménagements comme les parcs nationaux (Depraz, 2005). Les notions d'attitude et de représentation ne sont donc pas indifférentes à la relation qui unit les connaissances d'un individu et son action paysagère (Le Lay, 2013b).
- 2 Or, ce lien est également au cœur des relations entre la géographie et le droit. La loi a un effet non négligeable sur la subjectivité humaine (Yngvesson, 1998 ; Blomley, 2005). Elle produit des manières de penser qui s'inscrivent dans les catégories qu'elle instaure (Unger, 1975). La loi influe donc sur les cadres de connaissance des individus. De plus, le

droit n'est pas déconnecté de l'espace (Garcier, 2009 ; Griffin, 2010) ; ses concepts sont à l'origine de formes d'organisations spatiales. S'appuyant sur le travail de Ford (1999), Blomley (2005) a montré comment le concept de juridiction donne naissance à des organisations spatiales comme les frontières nationales. Cet exemple souligne que les concepts du droit sont non seulement à l'origine de formes d'organisation mais aussi de représentations spatiales. Les marqueurs spatiaux du droit (frontière, panneau, barrière ou haie) sont ainsi à l'origine de pratiques et de représentations qui contribuent à la codification des relations sociales (Blomley, 2007 ; Griffin, 2010) et de l'action des communautés sur leur environnement. Si le droit n'est pas déconnecté de l'espace, celui-ci n'est pas libre du droit. Les travaux d'ethno-géographie et de géographie rurale et environnementale témoignent ainsi d'un intérêt pour les savoirs géographiques locaux (Cormier-Salem et Roussel, 2002), qui peuvent prendre la forme de coutumes, mais aussi pour les règles d'accès au sol et les pratiques qui encadrent son usage et son entretien (Pélissier et Sautter, 1970).

- 3 En s'appuyant sur des paysages culturels de l'arbre et de l'eau, notamment dans la Dombes (Rhône-Alpes), l'objectif de cet article est de montrer comment l'usage local, forme juridique à l'interface entre le droit et la pratique (Assier-Andrieu, 1987 ; Thompson, 1991 ; Griffin, 2010) et tournée vers l'action environnementale, relève d'un processus de patrimonialisation plurielle. En effet, l'usage local s'appuie sur la coutume, qui est à la fois évolutive et enracinée dans la société locale (Assier-Andrieu, 1981 et 1990 ; Griffin, 2010). Bien que partielle, la codification de ces usages leur confère une certaine légitimité (Assier-Andrieu, 1990 et 2001) et constitue un vecteur de leur transmission intergénérationnelle. D'autre part, l'usage local concerne des savoirs locaux qui participent de l'entretien des paysages. Issus des formes d'« actions coutumières » (Griffin, 2010), ces derniers peuvent être considérés comme des paysages culturels au sens de l'UNESCO, produits par les savoir-faire humains ; ils sont donc jugés dignes d'être conservés pour être transmis aux générations futures.

2. Un matériel particulier : les recueils des usages locaux, parfois dits à caractère agricole

- 4 Les recueils des usages locaux ont été constitués à partir du milieu du XIX^e siècle. Suite à la Révolution de 1789, l'uniformisation de la législation a mis fin aux différentes coutumes. Le Code civil (1804) constitue l'aboutissement de ce processus (Aberdam, 1990), mais n'a pas la prétention d'entrer dans tous les détails : il laisse la place à des dispositifs particuliers issus des conditions locales, notamment en matière agricole, et qu'il a été jugé utile de conserver. Il renvoie alors aux usages locaux. En parallèle, les législateurs ont réfléchi à l'élaboration d'un Code rural. C'est dans ce contexte que l'État incite à la collecte des usages : par la circulaire du 26 juillet 1844, le Ministre de l'intérieur enjoint aux Conseils généraux de codifier « *tous les usages constants, à caractère agricole, industriel, commercial ou civil* ». De nombreux départements commencent alors à publier des recueils d'usages locaux. La loi de 1924 crée les Chambres d'Agriculture. La collecte des usages locaux à caractère agricole devient une de leurs missions (Rollet, 1926). En effet, le Code rural ne voit le jour qu'en 1955. La rédaction de ce dernier ne marque cependant pas la fin du recours à l'usage : il confirme la mission de collecte et de codification des Chambres d'Agriculture (Le Lay et Permingeat, 2008). Le Code de l'Environnement se réfère également à ces usages locaux. L'article L.215-15.1, par exemple, spécifie que l'entretien

régulier des cours d'eau peut être assuré « *selon les anciens règlements et usages locaux relatifs à l'entretien des milieux aquatiques pour autant qu'ils soient compatibles avec les objectifs mentionnés aux articles L. 215-14 et L. 215-15* ».

- 5 L'origine de ces usages locaux est à chercher dans la coutume. Contenant l'ensemble des règles qui président à la vie politique et économique, en particulier rurale, de la province, cette coutume a connu une lente élaboration. Elle prend en compte les expériences passées et les adapte aux besoins des générations nouvelles. La coutume désigne couramment « *une pratique répétée pendant une certaine durée, et tenue pour obligatoire* » (Troper, 1986). L'action de la communauté à travers ses membres a donc un pouvoir juridique que l'on peut résumer ainsi : « j'agis, avec les autres, comme je l'ai toujours fait, donc j'en ai le droit » (Griffin, 2010). Il s'agit à l'origine d'un droit non-écrit et pourtant considéré comme contraignant par une société. Ce droit a ensuite été collecté, dans les coutumiers par exemple, ce qui lui fait gagner en légitimité (Assier-Andrieu, 1990 ; Griffin, 2010). Les dispositions coutumières sont consacrées par l'usage. Ce terme d'Ancien Régime désigne d'abord des objets sur lesquels s'exercent des droits collectifs, et donc des pratiques (comme l'affouage ou le pacage). Il se trouve à l'intersection du « droit » et de l'« espace » : la disposition juridique est localisée, son action se borne à une aire géographique précise. Au XIX^e siècle, alors que s'organise la collecte des usages, la question de l'échelle se pose donc avec insistance (Aberdam, 1990). Au détriment du canton ou de la commune, celle du département finit par s'imposer comme étant la plus pertinente. Les recueils des usages locaux à caractère agricole constituent donc une sorte de code de droit rural local. Or, selon Lascoumes et Martin (1995), reprenant les travaux de Bentham à propos de l'élaboration du Code de l'environnement, codifier c'est « *élaborer le droit le meilleur* (law as it ought to be) ». Les recueils des usages locaux sont donc en partie le reflet de la vision du bien commun de la société locale qu'ont les magistrats qui opèrent cette codification. Ce ne sont pas de simples recueils, ils sont le fruit d'une sélection des coutumes et usages jugés les plus aptes à participer au développement de la communauté, et sont ainsi porteurs d'une forme d'utopie sociale (Assier-Andrieu, 1990 et 2001).
- 6 Source de droit, les usages recueillis à l'échelle départementale ont une valeur juridique qu'il convient de déterminer. Il faut donc les replacer dans la hiérarchie des différentes sources du droit. D'emblée, leur place apparaît subordonnée, à la base de la pyramide du droit français. Leur position par rapport à la loi est double. Celle-ci renvoie parfois d'une manière spéciale aux usages locaux qui ont alors force de loi dans les cas prévus. Parfois en revanche, l'usage ne sert qu'à compléter ou éclairer des conventions établies de façon obscure (Le Lay et Permingeat, 2008). Ils sont parfois invoqués lors de procès, la preuve de l'usage devant alors être apportée par la partie qui en fait un argument (Assier-Andrieu, 1990). L'existence des usages locaux – pour que ceux-ci puissent jouer le rôle qui leur est dévolu par la législation – doit alors être constatée « *soit dans des documents authentiques affirmant cette existence, soit dans des précédents assez nombreux pour que leur série constitue un usage* » (Tissier, 1899).
- 7 Pour être validé, l'usage doit être constant dans le temps, collectif, et reconnu comme obligatoire. Cette permanence de l'usage est liée à sa transmission intergénérationnelle : il est conservé par une génération qui le tient de la précédente et le passe à la suivante. Il s'agit donc d'un patrimoine au sens étymologique – l'« héritage qui vient du père » – qui fait le lien « entre le passé, le présent et le futur des sociétés » (Garat et al., 2005). Il s'agit également d'un droit positif spontané transmis oralement et par les pratiques, et qui

comporte une importante dimension économique : les droits ou obligations issus de l'usage ont une valeur. L'usage cherche alors à établir un équilibre entre les différents acteurs titulaires de ces droits et obligations. L'usage peut ainsi être rapproché de la définition juridique stricte du patrimoine (Aubert et *al.*, 2002). En effet, ces droits et obligations sont liés à des biens fonciers. Ils peuvent être transmis, vendus ou loués. L'usage peut donc être considéré comme un droit et un patrimoine.

- 8 Les recueils constitués se trouvent aujourd'hui dans les chambres départementales d'agriculture ou à la préfecture, mais aussi aux archives départementales ou dans les bibliothèques municipales, où ils sont consultables. Un corpus de 129 recueils a été constitué : il se compose de 107 éditions différentes à l'échelle du département (figure 1). Certaines circonscriptions connaissent jusqu'à quatre ou cinq versions. Dans ce corpus, 73 départements sont représentés. Vingt-deux éditions ont également été collectées à plus grande échelle, qu'il s'agisse de celle du canton ou d'une ville et de son environnement rural. L'analyse permet de mettre en évidence la variété des pratiques agricoles locales et le niveau de détail dont elles se préoccupent. Les recueils décrivent en effet de manière normative un certain nombre de pratiques extrêmement précises, comme la quantité d'amendement recommandée en fonction de l'usage d'un sol ; ils fournissent donc un riche tableau des us et coutumes agricoles des départements français. Ils constituent également une source complémentaire pour documenter les représentations des espaces et des paysages agricoles à l'époque de leur rédaction. Cependant, leur exploitation n'est pas sans poser un certain nombre de questions. En effet, le caractère sélectif de l'entreprise de rédaction des recueils des usages locaux (Assier-Andrieu, 1991 ; Lascoumes et Martin, 1995) met en cause leur exhaustivité d'une part, et leur objectivité d'autre part. En outre, ce qui fonde la valeur juridique de l'usage n'est pas sa présence dans un recueil, mais bel et bien son application aux conditions précitées. Or, d'un point de vue chronologique, les recueils des usages sont de moins en moins fournis. Cela traduit une désuétude de certains usages, mais peut-être également une perte d'intérêt pour cet outil : de nouveaux usages qui apparaîtraient seraient-ils pris en compte dans de nouveaux recueils ? Ces différents éléments incitent à la prudence dans l'exploitation d'un tel corpus.

Figure 1. Dernière version consultée des recueils des usages locaux

3. Le paysage, entre culture et dispositif juridique : l'arbre, la haie et la forêt

- 9 Les recueils des usages locaux participent à la promotion des processus d'entretien des formes paysagères et font de certains ensembles des paysages culturels tels que définis par l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture) : « les paysages culturels reflètent souvent des techniques spécifiques d'utilisation viable des terres, prenant en considération les caractéristiques et les limites de l'environnement naturel dans lequel ils sont établis ainsi qu'une relation spirituelle spécifique avec la nature ». L'UNESCO distingue trois catégories de paysages culturels, dont les paysages évolutifs, fossiles ou vivants, qui résultent d'une « exigence à l'origine sociale, économique, administrative et/ou religieuse et atteint sa forme actuelle par association et en réponse à son environnement naturel. Ces paysages reflètent ce processus évolutif dans leur forme et leur composition ». Ainsi, chaque État signataire de la Convention pour la diversité biologique (1992), « sous réserve des dispositions de la législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle » (Cormier-Salem et Roussel, 2002). Pour l'UNESCO, « la protection des paysages culturels peut contribuer aux techniques modernes d'utilisation viable et de développement des terres » et cette protection « soutient la diversité biologique ».
- 10 Certains thèmes sont récurrents dans les recueils des usages locaux, notamment l'entretien des haies et des berges, l'écoulement et le partage de l'eau, ou encore la taille des arbres et les droits d'usage forestiers (Le Lay, 2013a). Ainsi, on distingue les usages des différentes compositions arborées : dans le Doubs, les « arbres isolés et à produits périodiques, tels que les peupliers et les saules, s'ébranchent et se tondent tous les trois ans »

(Chambre d'Agriculture du Doubs, 1939). On précise également les essences utilisées pour tel type d'usages : dans le Lot, on « *trouve des platanes et ormeaux le long des avenues, et des peupliers, saules et vergnes le long des cours d'eau* » (Chambre d'Agriculture du Lot, 1960). Les types de regroupements d'arbres sont nommés et expliqués. Dans les Côtes d'Armor, on distingue les « bois taillis », qui repoussent de leur souche, les « bois de futaie » obtenus de semis ou de plantation, les « pépinières » ou encore les « arbres à produits annuels » (Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord, 1957).

- 11 Les usages révèlent les conduites de tailles et les modes d'exploitation qui contribuent à définir les paysages. L'élagage, l'émondage et l'êtêtage, ainsi que l'attribution des produits, sont effectués selon des modalités et des temporalités qui varient d'un canton à l'autre, et même d'une commune à l'autre. Le recueil de la Gironde passe successivement en revue les essences de bois exploitées en taillis, leur coupe (à des âges et à des intervalles différents suivant les essences), leur élagage et leur nettoyage, mais aussi les essences de bois exploitées en têtards, ainsi que les modalités de leur coupe (Martin et Duché, 1935). Le têtard est un arbre qui a été étêté afin d'obtenir des jets : sa tige a été coupée à une certaine hauteur et ses repousses supérieures croissent pour être exploitées à des intervalles assez rapprochés ; ce travail est indispensable à la pérennisation d'une ligne arborée de qualité. L'osier des arbres têtards était récolté pour l'artisanat rural : la vannerie, le travail de la vigne et le cerclage des tonneaux. Les osiers sont coupés tous les ans (Département de l'Oise, 1941), au ras de la couronne (Chambre d'Agriculture de l'Indre-et-Loire, 1980) et avant la pousse du bois (Chambre d'Agriculture de l'Indre, 1932).
- 12 En vertu d'un droit d'usage, les habitants d'une commune rurale ou le propriétaire d'un domaine peuvent réclamer certains produits de la forêt. Les usages locaux ont alors une fonction d'intermédiaire entre la propriété et les droits d'usage (Griffin, 2010). En forêt communale, quelques types d'usages forestiers peuvent être dégagés : l'affouage (portant surtout sur le bois de chauffage), le marronnage (concernant le bois d'œuvre nécessaire à la réparation de bâtiments ou à la fabrication d'échalas pour l'exploitation), le forestage (traitant du bois de chauffage et du bois d'œuvre) et le pacage (lié à la nourriture des animaux). Ces droits sont limités par les autorités et par la nécessité de garantir le potentiel de renouvellement. Le recueil des Deux-Sèvres prend le soin de préciser que « *l'exercice d'un droit ne doit pas être assimilé à une sorte de libre service plié à la fantaisie individuelle* » (Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres, 1990). Les usages locaux établissent ainsi une différenciation des espaces selon ce que l'on peut ou ne peut pas y faire, et des objets selon l'usage qu'il est permis d'en faire. Ce faisant, ils participent à la formation de paysages distincts. Par ces formes d'actions spatiales territorialisées qu'ils promeuvent ou interdisent et par leurs conséquences paysagères, ils se rapprochent donc de pratiques d'aménagement du territoire. Et comme elles, ils ne sont pas neutres mais sont soutenus par les représentations et les attitudes environnementales des acteurs qui les mettent en œuvre.

3. Le paysage, entre histoire et droit : le cas des étangs de la Dombes

- 13 Les paysages culturels font référence à un paysage archétypal passé. Ils apparaissent comme une forme de patrimoine historique tel que le définissent Choay et Merlin (1988) pour qui cette expression « *désigne un fonds [...] constitué par l'accumulation continue d'une diversité d'objets que rassemble leur commune appartenance au passé : œuvres et chefs-d'œuvre*

des beaux-arts et des arts appliqués, travaux et produits de tous les savoirs et savoir-faire des humains ».

Figure 2. Les paysages dombistes selon une classification des paysages régionaux construite par la DIREN Rhône-Alpes

Données : DIREN Rhône-Alpes, 2004)

- 14 L'étang dombiste représente une illustration efficace de ce processus composite de patrimonialisation des usages. La Dombes, au nord-est de Lyon, est surnommée le « pays aux mille étangs » (figure 2). En termes de superficie, ces derniers couvrent 11 600 ha aujourd'hui, mais c'est là le résultat de nombreuses évolutions, notamment depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Très faiblement ondulée, la topographie est favorable au maintien des eaux sur place par l'élévation de chaussées. Une première vague de création a dû avoir lieu pendant la période gallo-romaine, une seconde pendant les invasions germaniques, et une troisième à partir du Moyen Âge (Avocat, 1975). Il est probable que c'est au XIII^e siècle que s'est mis en place l'assolement caractéristique des étangs – deux ans en eau pour la culture du poisson (évolage) et un an en assec (figure 3) pour des cultures céréalières ou des prairies (Avocat, 1975) – qui a ensuite été codifié dans la *Coutume de Villars* (1524). Au XV^e siècle, les étangs sont déclarés d'utilité publique : tout propriétaire d'un point bas peut élever une chaussée et inonder les terres de son voisin, celui-ci retrouvant le bénéfice de son bien pendant l'assec (Bérard, 1982b). La propriété de l'eau est ainsi distincte de la propriété du sol. Au XIX^e siècle, une polémique éclate autour de la salubrité des étangs (Givord, 1869 ; Passerat, 1897 ; Bérard, 1898). Guigue (1857) en a peint un tableau apocalyptique. « Rien de plus déplorable que l'état de ce malheureux pays. Tout y respire la tristesse et la souffrance. Une atmosphère épaisse chargée de miasmes délétères pèse sur la poitrine. L'œil s'égare dans de vastes solitudes entrecoupées çà et là par de pauvres villages, que relie de mauvais chemins établis sur les chaussées des étangs et

perdus sous la boue. Si on pénètre dans ces lieux où se centralise la misère, rien de plus commun que d'y voir, au moment des chaleurs, des hommes dans la force de l'âge, vaincus par la souffrance, étendus au soleil pour y trembler leur fièvre ». Une politique en faveur du dessèchement est menée, assortie de primes, jusqu'à la loi de 1901 qui autorise la remise en eau (Corbel, 1946). Ces fluctuations des politiques vis-à-vis des étangs traduisent bien l'évolution des représentations et des attitudes à leur égard.

Figure 3. Un étang de la Dombes en assec (avril 2011), avec son thou et sa pêcherie (premier plan) ainsi que son bief principal (arrière-plan)

- 15 L'exploitation des étangs se fait encore aujourd'hui selon l'assolement assec-évolage et selon un système ancien de droits d'eau issus des usages et de conventions particulières (Sceau, 1980 ; Bérard et Marchenay, 2003). Pour l'Ain, quatre versions du recueil des usages locaux s'échelonnent de 1879 à 1987. La première version procède des travaux du Comité de Géomètres qui commence à récolter les usages locaux (Comité de géomètres (Ain), 1879) : il ne s'agit que de quelques pages, ce qui différencie ce recueil de ceux de 1881 et 1904. Celui de 1881 est rédigé par Charles Rivoire, un ancien juge de paix du canton de Chalamont (Ain), et se concentre sur les usages liés aux étangs. Le manuscrit date de 1840, bien que l'auteur ne l'ait pas publié : il a effectué des modifications vers la fin de sa vie mais n'avait pas terminé son œuvre. André Truchelut, géomètre, obtient l'autorisation de publication de la famille du défunt (Rivoire et Truchelut, 1881). Le recueil de 1904 est écrit par Truchelut qui, en ce qui concerne les étangs, reprend largement le travail de Rivoire. Enfin, le recueil de 1987, œuvre de la Chambre d'Agriculture de l'Ain, renvoie, pour la question des étangs, à l'ouvrage de Truchelut (Chambre d'Agriculture de l'Ain, 1987) car, dans la région, « le Truchelut fait loi » (Bérard, 1982b). Les usages des étangs de la Dombes, dont l'ouvrage de Truchelut est le symbole, se sont ainsi transmis de génération en génération. Les droits et obligations auxquels ils donnent accès sont également les objets de conventions et de tractations financières. L'exemple dombiste montre donc clairement un premier processus de patrimonialisation des usages. Cependant, ces derniers courent le risque de tomber en désuétude. En effet, la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 2006) prévoyait que, pour rester valables, les usages devaient être confirmés par l'autorité administrative avant le 1^{er} janvier 2014, comme le précise actuellement l'article L.215-15-1 du Code de

l'environnement (Le Lay et Permingeat, 2008). Il faut cependant noter que le livre blanc de la pisciculture dans l'Ain, adopté fin 2013 par le Conseil général et mis en œuvre depuis le début de l'année 2014 par l'APPED (Association de promotion du poisson des étangs de la Dombes), reprend et met en valeur un certain nombre d'usages issus du Truchelut (Conseil général de l'Ain, 2013). Dans la Dombes, les usages sont donc toujours considérés comme un cadre valide de l'action paysagère, et comme un outil à conserver et à transmettre.

- 16 D'autre part, les usages locaux constituent la matrice des paysages dombistes. Ceux-ci ont été forgés par l'assolement assec-évolage, par la pratique annuelle de la pêche, par l'entretien spécifique des berges et des ouvrages, et par la mise en place de canaux correspondant à des droits sur les eaux de vidange (Egloff, 1937 ; Raynal, 2005). En effet, la Dombes n'a pas de rivière ; la Chalaronne, considérée comme la rivière dombiste par excellence (Gallois, 1892) est en fait un canal – « rivière » – de vidange d'étangs (Bérard, 1982b). L'eau vient ainsi presque uniquement des précipitations (Avocat, 1975). Il est nécessaire que la gestion des étangs prenne en compte ce paramètre : les exploitants doivent se concerter pour vidanger et remplir leurs étangs, les fonds inférieurs bénéficiant de l'eau de vidange des fonds supérieurs. Lors de ces vidanges, les étangs sont « pêchés » (figure 4). Les poissons trop petits et les reproducteurs sont remis en eau lorsqu'il s'agit d'étangs pêchés pour la vente (étangs de pêche réglée), alors que dans le cas d'étangs d'alevinage, les jeunes poissons sont prélevés pour être mis dans un étang de pêche réglée (Bérard, 1982b). La figure 3 montre un paysage façonné par les usages : un étang en assec est équipé, au premier plan, d'un thou – ouvrage qui permet de retenir ou d'évacuer l'eau – et d'une pêcherie – zone surcreusée où le poisson se rassemble lors de la vidange et de la pêche. En arrière-plan se trouve le bief principal par lequel s'effectue l'écoulement des eaux. En organisant le paysage de l'étang autour de « marqueurs » tels que le thou ou des berges arborées, les usages lui confèrent une dimension esthétique qui participe au désir d'entretien, de préservation et de valorisation du paysage dombiste.

Figure 4. Le triage du poisson après la pêche dans un étang de la Dombes. A) auge du tri ; B) épuisette ; C) filet pour peser le poisson (Egloff, 1937)

- 17 Ces usages sont repris dans les mesures agri-environnementales territorialisées (MAEt) ainsi que dans les mesures aqua-environnementales (MAquaE) promues par l'Union

Européenne. Les paysages traditionnels des étangs entourés de leurs ceintures de végétation aquatique et amphibie servent de référence parce qu'ils correspondent aux habitats d'un certain nombre d'espèces protégées (Directive Oiseaux, Directive Habitats). Ainsi, l'item M7 des mesures aqua-environnementales des étangs piscicoles rhônalpins s'intitule « assec (suivant usages locaux, sans récolte si mise en culture) », et le contenu de chaque mesure se décline en règles générales et en règles particulières pour la Dombes ou le Forez (DRAAF Rhône-Alpes, 2009). Ces paysages façonnés par les usages peuvent donc être considérés comme des paysages culturels à forte valeur écologique, et donc à la fois comme un patrimoine culturel et environnemental.

4. Discussion et conclusions

- 18 En quoi l'usage fait-il patrimoine ? En premier lieu, nombre de recueils des usages locaux deviennent de plus en plus difficile à collecter, gagnent ainsi en valeur et confirment la remarque de Bloch (1933) qui souligne qu'ils devraient piquer « à la fois le zèle des collectionneurs et la curiosité des historiens ». Si la bibliographie était déjà compliquée au début du XX^e siècle (Stein, 1906), force est de constater que la quête de l'exhaustivité est devenue vaine aujourd'hui. Surtout, ces recueils patrimonialisent des savoirs et des savoir-faire locaux qui contribuent au maintien des espèces, des paysages et des identités (Marchenay, 2005), chacune de ces trois entités étant porteuse de valeur patrimoniale. Véritable ciment intergénérationnel, les recueils sont dépositaires d'une partie des savoirs écologiques traditionnels et de pratiques d'entretien qui ont une influence sur les ressources et sur la biodiversité des espèces floristiques et faunistiques (Vallo et Wezel, 2010). L'article premier de la loi de 1992 a posé que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation ». De même la conservation des étangs dombistes intéresse-t-elle celle de l'avifaune aquatique. Le patrimoine des espèces n'est pas dissociable de celui des espaces et des paysages. L'Europe occidentale est marquée par une longue histoire agricole. La plupart de ces paysages sont culturels en ceci qu'ils dépendent de pratiques répétées. Hérités du XIX^e siècle, ils ont marqué l'imaginaire collectif et sont pourvus d'une vive valeur esthétique. L'enfrichement des pelouses pâturées ou cultivées et plus généralement la fermeture de paysages agraires historiquement ouverts procèdent de dynamiques contemporaines qui sont perçues par les communautés locales d'une façon suffisamment négative pour susciter une reprise en main patrimonialisante dont les moyens peuvent parfois surprendre. Ainsi, dans la Réserve naturelle de l'île de la Platière (vallée du Rhône), pour pallier l'embroussaillage spontané des prairies alluviales, une gestion pastorale a été développée en introduisant un troupeau de vaches bretonnes pie noir... Dans le haut-Rhône, c'est le bulldozer qui creuse désormais les bras morts que les aménagements hydrauliques ont contribué à déconnecter du chenal. Nombre d'exemples révèlent la primauté des formes sur les processus et usages générateurs dans les logiques de patrimonialisation. Il s'agit de fixer l'existant, voire de retrouver les conditions des années 1960. Il n'existe donc pas de solution de continuité entre les objets patrimonialisés, les représentations et attitudes des communautés locales et le dispositif juridique dont elles se dotent. En particulier, en tant que discours normatif et performatif, les usages locaux se présentent comme l'empreinte du savoir vernaculaire et la matrice des paysages que les gestionnaires cherchent à conserver pour leur valeur écologique, mais aussi économique et culturelle (Le Lay, 2013a). En ne considérant que les formes, les objectifs de la patrimonialisation risquent de se voir mutilés ; les efforts de

renaturation consistent parfois davantage en un jardinage qu'en une véritable restauration. Or, la patrimonialisation des usages et des processus s'avère plus importante que celle des objets, des espèces ou encore des espaces. Plutôt que la quête d'un paradis perdu, dont les paysages culturels du XIX^e siècle sont emblématiques, la patrimonialisation gagne à découler d'objectifs bien établis pour éviter l'« écueil du traditionalisme » (Permingeat, 2009).

- 19 En outre, en réaction aux mouvements d'internationalisation et de globalisation, la reconnaissance de l'importance des connaissances empiriques locales et profanes sur le milieu/environnement/paysage et sur sa mise en valeur soutenable alimente la dimension socio-économique du territoire (Barthélémy, 2005). En effet, l'identité des communautés dépend en partie des rapports que les individus nouent entre eux et de leur relation à l'environnement que contribuent à normer les usages. Transmis de génération en génération dans la société dombiste, l'usage local a une forte valeur symbolique et identitaire. Le respecter signifie s'inscrire dans cette société (Manceron, 2005). Il constitue également un mode d'action environnementale qui contribue à l'entretien de paysages porteurs de l'identité régionale et investis à ce titre d'une valeur patrimoniale. Ces paysages culturels sont en retour des marqueurs spatiaux des pratiques coutumières (Blomley, 2007). Le patrimoine agit comme un levier identitaire qui permet aux sociétés rurales de souder leurs habitants, d'intégrer les nouveaux venus et de maintenir un lien entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés. Les paysages culturels participent donc de la valorisation du sentiment d'appartenance par les sites naturels et les savoir-faire locaux (Jousseau et al., 2007). Forme de droit intégrée par la société locale, l'usage joue un rôle important dans la définition des attitudes environnementales, c'est-à-dire également dans la réception et la négociation des politiques publiques en matière d'environnement, et donc dans l'efficacité des textes normatifs définis à l'échelle nationale (Bourdieu, 1986). Outre cette fonction de ferment social (intra-générationnel), ces derniers nourrissent une logique de capitalisation patrimoniale qui dote les espèces et les espaces d'une valeur marchande. Certes les étangs de la Dombes ont de la valeur en eux-mêmes (valeurs d'héritage et d'existence), mais ils portent également une valeur transactionnelle dont une partie de la communauté locale sait profiter par le biais des activités récréatives et touristiques. Excédant ainsi la liste des espaces protégés, le patrimoine est reconnu, géré et transmis par une communauté parce qu'elle lui permet de (sur)vivre.
- 20 Si elles partagent des caractéristiques cognitives, sensibles et (pré)comportementales, les notions d'attitude, de pratique et d'usage à caractère environnemental ne sont pas synonymes. En particulier, à l'heure de la gestion et du développement durable des environnements, il n'est pas encore trivial de souligner que les usages locaux font patrimoine par la pérennité qu'ils impliquent. Combacau (1986) l'a formulé en ces termes : « comment du fait se transforme-t-il en droit ? » Et « comment, de ce qu'un comportement est spontanément reproduit dans une collectivité, peut-il rationnellement s'ensuivre que ses membres soient désormais tenus de le reproduire ? ». La durabilité est inhérente à la coutume. C'est toute la différence entre une simple pratique et un usage. Ce dernier doit être pérenne. Mais répétition ne veut pas dire permanence ; l'usage est susceptible d'être modifié. De plus, Troper (1986) insiste sur la notion de nécessité. À ses yeux, « l'existence d'une coutume [...] est le produit d'une double nécessité : celle qui pèse sur les auteurs de cette pratique, celle qui agit sur ceux qui lui accordent la signification de norme et la font exister comme règle ». Selon Bourdieu (1986), pour qu'une loi soit efficace, il faut que

l'intérêt à lui obéir soit plus important que l'intérêt à ne pas lui obéir, et donc que les conditions sociales, économiques et culturelles soient favorables. L'usage local est donc un objet « multifacettes » : à la fois pratique sociale, habitude reconnue, pérennisation de règles issues des coutumes d'Ancien Régime, norme de droit écrite et révisée (Assier-Andrieu, 1990), le tout dans un territoire précisément défini, et en même temps garantie du maintien dans le temps de pratiques agricoles et sociales. Il met en relation des pratiques sociales autour d'objets de nature avec le dispositif législatif national (De Carrara et Le Lay, 2013), et constitue de ce fait une forme d'actualisation locale du droit (Melé, 2009).

BIBLIOGRAPHIE

Aberdam S., 1990, « Histoire des "usages locaux", 1789-1924. Ambiguïté, discontinuités, guide d'exploitation », in Assier-Andrieu L. (dir.), *Une France coutumière. Enquête sur les « usages locaux » et leur codification (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Éditions du CNRS, p. 43-68.

Assier-Andrieu L. (dir.), 1990, *Une France coutumière. Enquête sur les « usages locaux » et leur codification (XIX^e-XX^e)*, Paris, Éditions du CNRS.

Assier-Andrieu L., 1981, *Coutume et rapports sociaux. Étude anthropologique des communautés paysannes du Capcir*, Paris, Éditions du CNRS.

Assier-Andrieu L., 1987, *Le peuple et la loi. Anthropologie historique des droits paysans en Catalogne française*, Paris, L.G.D.J.

Assier-Andrieu L., 2001, « Penser le temps culturel du droit. Le destin anthropologique du concept de coutume », *L'Homme*, n° 160, p. 67-90.

Auber J.-L., Savaux E., Sériaux A., 2002, *Répertoire de droit civil*, Paris, Dalloz.

Avocat C., 1975, « La Dombes, milieu naturel ou milieu en équilibre ? Introduction à une éco-géographie de l'espace dombiste », *Revue de Géographie de Lyon*, volume 50, n°1, p. 35-58.

Barthélémy C., 2005, « Les savoirs locaux : entre connaissances et reconnaissance », *VertigO*, vol. 6, n° 1, <http://vertigo.revues.org/2997>, consulté le 29/01/2014.

Bérard A., 1898, *Les Étangs de la Dombes (la réforme législative)*, Bourg, Imprimerie du « Courrier de l'Ain ».

Bérard L., 1982a, « Chasse, agriculture et pêche en Dombes », *Études rurales*, n°87/88, p. 153-163.

Bérard L., 1982b, *Terres et eaux en Dombes, technologie et droit coutumier*, Lyon, PUL.

Bérard L., Marchenay P., 2003, « Complexité sociale et fonctionnement du système agropiscicole des étangs de la Dombes », in Actes du colloque « Zones humides continentales, des chercheurs aux gestionnaires », Monthieux, Fondation Pierre Vérots, p. 181-185.

Bloch M., 1933, « Les "usages locaux", documents historiques », *Annales d'histoire économique et sociale*, volume 5, n°24, p. 584-585.

- Blomley N., 2005, "Flowers in the bathtub: boundary crossings at the public-private divide", *Geoforum*, n°36, p. 281-296.
- Blomley N., 2007, "Making private property: enclosure, common right and the work of hedges", *Rural History*, volume 18, n°1, p. 1-21.
- Bourdieu P., 1986, « La force du droit. Éléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°64, p. 3-19.
- Chambre d'Agriculture d'Indre-et-Loire, 1980, *Recueil des usages locaux du Département d'Indre-et-Loire*, Chambray-lès-Tours, Chambre d'Agriculture d'Indre-et-Loire.
- Chambre d'Agriculture de l'Ain, 1987, *Usages locaux à caractère agricole*, Bourg-en-Bresse, Chambre d'Agriculture de l'Ain.
- Chambre d'Agriculture de l'Indre, 1932, *Recueil des usages locaux du Département de l'Indre*, Châteauroux, Société d'Imprimerie, d'Édition et des Journaux du Berry.
- Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord, 1957, *Codification des usages locaux en matière agricole dans le Département des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, Les Presses Bretonnes.
- Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres, 1990, *Recueil des usages locaux du Département des Deux-Sèvres*, Niort, Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres.
- Chambre d'Agriculture du Doubs, 1939, *Recueil des usages locaux à caractère agricole*, Besançon, Imprimerie Jacques et Demontrond.
- Chambre d'Agriculture du Lot, 1960, « Usages et coutumes dans le département du Lot. Usages locaux à caractère agricole », *Bulletin officiel et recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot*, n°2.
- Choay F., Merlin P., 1988, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF.
- Combacau J., 1986, « Ouverture : de la régularité à la règle », *Droits. Revue française de théorie juridique*, n°3, p. 3-10.
- Comité de géomètres (Ain), 1879, *Quelques usages locaux. Travaux des sous-comités*, Bourg, Imprimerie Villefranche.
- Conseil des Communautés Européennes, 1979, *Directive 79/409/CEE du Conseil, concernant la conservation des oiseaux sauvages*.
- Conseil des Communautés Européennes, 1992, *Directive 92/43/CEE du Conseil, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages*.
- Conseil général de l'Ain, 2013, *Livre blanc 2013-2015. Filière piscicole de l'Ain*, 104 p.
- Corbel J., 1946, « L'évolution économique des Dombes », *Les Études Rhodaniennes*, volume 21, n°1-2, p. 92-96.
- Cormier-Salem M.-C., Roussel B., 2002, « Patrimoines et savoirs naturalistes locaux », in Martin J.-Y. (éd.), *Développement durable ? Doctrines, Pratiques, Évaluations*, Montpellier, IRD Éditions, p. 125-142.
- De Carrara S., Le Lay Y.-F., 2013, "What role for local water uses in the French legal system? The example of the Dombes region (Rhône-Alpes, France)", in Arnaud-Fassetta G., Masson E., Reynard E. (éd.), *European Continental Hydrosystems under Changing Water Policy*, Munich, Friedrich Pfeil Verlag, p. 183-192.
- Département de l'Oise, 1941, *Recueil des usages locaux du Département de l'Oise*, Beauvais, Imprimerie centrale administrative.

- Depraz S., 2005, « Le concept d'"Akzeptanz" et son utilité en géographie sociale. Exemple de l'acceptation locale des parcs nationaux allemands », *L'Espace Géographique*, volume 34, n°1, p. 1-16.
- DRAAF [Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt] Rhône-Alpes, 01/08/2009, *Mesures aqua-environnementales des étangs piscicoles rhônalpins*.
- Egloff W., 1937, *Le paysan dombiste. Étude sur la vie, les travaux des champs et le parler d'un village de la Dombes : Versailleux (Ain)*, Paris, Librairie Droz.
- Ford R.T., 1999, "Law's territory (a history of jurisdiction)", *Michigan Law Review*, volume 97, n°4, p. 843-930.
- Gallois L., 1892, « La Dombes », *Annales de Géographie*, n°1, p. 121-131.
- Garat I., Gravari-Barbas M., Veschambre V., 2005, « Préservation du patrimoine et développement durable : une tautologie ? Les cas de Nantes et Angers », *Développement Durable et Territoires*, dossier 4/2005, <http://developpementdurable.revues.org/4913>, consulté le 29/01/2014.
- Garcier R., 2009, « Le droit et la fabrique de l'espace : aperçus méthodologiques sur l'usage des sources juridiques en géographie », in Forest P. (dir.), *Géographie du droit. Épistémologie, développement et perspectives*, Québec, P.U. Laval, p. 69-90.
- Givord J.-B., 1869, *Les Victimes de la fièvre en Dombes devant l'opinion publique*, Lyon, Imprimerie de Ve Chanoine.
- Griffin C.J., 2010, "Becoming private property: custom, law, and the geographies of ownership in 18th-and 19th-century England", *Environment and Planning A*, n°42, p. 747-762.
- Guigue M.-C., 1857, *Essai sur les causes de la dépopulation de la Dombes et l'origine de ses étangs*, Bourg-en-Bresse, Imprimerie de Milliet-Bottier.
- Jousseau V., David O., Delfosse C., 2007, « Éditorial. Patrimoine, culture et construction identitaire dans les territoires ruraux », *Noréis*, n°204, p. 7-9.
- Lafrenaye Y., 1994, « Les attitudes et le changement des attitudes », in Vallerand R. (dir.), *Les fondements de la psychologie sociale*, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur.
- Lascoumes P., Martin G. J., 1995, « Des droits épars au code de l'environnement », *Droit et société*, n°30/31, p. 323-343.
- Le Lay Y.-F., 2013a, « La coutume hors-la-loi ? La forêt dans les usages locaux à caractère agricole de 1855 à nos jours », in Decaulne A. (coord.), *Arbres & dynamiques*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, p. 233-258.
- Le Lay Y.-F., 2013b, « Éditorial. Encre les eaux courantes : la géographie prise au mot », *Géocarrefour*, volume 88, n°1, p. 3-13.
- Le Lay Y.-F., Permingeat F., 2008, « Spécificité territoriale et petits arrangements avec la loi : la place des usages locaux dans l'entretien de la rivière (XIX^e-XX^e siècles) », *Géocarrefour*, volume 83, n°1, p. 45-55.
- Manceron V., 2005, *Une terre en partage : liens et rivalités dans une société rurale*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Marchenay P., 2005, « Conserver vivant, savoirs et pratiques locales : une gageure ? », in Bérard L., Cegarra M., Djama M., Louafi S., Marchenay P., Roussel B., Verdeaux F. (dir.), *Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France*, Paris, INRA, CIRAD, IDDRI, IFB, p. 91-98.

- Martin G., Duché P., 1935, *Les usages locaux à caractère agricole du département de la Gironde*, Chambre d'Agriculture de la Gironde.
- Melé P., 2009, « Pour une géographie du droit en action », *Géographie et cultures*, n° 72, p. 25-42.
- Nations Unies, 1992, *Convention sur la Diversité biologique*.
- Passerat J.-L.-E., 1897, *Mouvement de la population dans le Pays d'étangs de 1800 à 1896, au point de vue de l'hygiène*, Bourg, Imprimerie du Courrier de l'Ain.
- Pélissier P., Sautter G., 1970, « Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches (1962-1969) », *Études Rurales*, n°37-38-39, p. 7-46.
- Permingeat F., 2009, *La Coutume et le droit de l'environnement*, Thèse de doctorat, Droit, Université Jean Moulin Lyon 3, 547 p.
- Raynal L., 2005, *Coutumes et usages des étangs de la Dombes*, Mémoire, ESGT, Le Mans, 73 p.
- République Française, 2006, *Loi 2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques*.
- Rivoire C., Truchelut A., 1881, *Coutumes et usages des étangs de la Dombes et de la Bresse*, Trévoux, Éditions de Trévoux.
- Rollet H., 1926, *Les chambres d'agriculture*, Paris, Librairie Spéciale Agricole.
- Sceau R., 1980, « Les étangs de la Dombes, fondements socio-économiques d'un système hydraulique », *Revue de géographie de Lyon*, volume 55, n°2, p. 129-159.
- Stein H., 1907, « Bibliographie des usages locaux », *La bibliographie moderne*, p. 244-269 et 385-386.
- Thompson E.P., 1991, *Customs in common*, Harmondsworth, Penguin.
- Tissier M., 1899, *De la législation des cours d'eau non navigables et non flottables après la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux*, Paris, A. Rousseau.
- Troper M., 1986, « Du fondement de la coutume à la coutume comme fondement », *Droits. Revue française de théorie juridique*, n°3, p. 11-24.
- Truchelut A., 1904, *Étude sur les usages ruraux et la culture locale en Bresse et en Dombes (Ain)*, 2^e édition Bourg, Imprimerie du Courrier de l'Ain.
- Unger R.M., 1975, *Knowledge and politics*, New York, Free Press.
- Vallod D., Wezel A., 2010, « Influence des pratiques agropiscicoles sur la biodiversité des étangs de la Dombes (Ain, France) en vue d'une valorisation de produits du terroir », *Vertigo*, <http://vertigo.revues.org/9980>, consulté le 29/01/2014.
- Yngvesson B., 1988, "Making law at the doorway: the clerk, the court, and the construction of community in a New England town", *Law and Society Review*, volume 22, n°3, p. 409-448.

RÉSUMÉS

À l'interface du droit et de la pratique, les usages locaux influent tant sur les cadres de connaissance des individus que sur leurs actions environnementales. Ils contribuent donc à former et à entretenir des paysages culturels qui procèdent des relations intimes que les sociétés nouent avec leur environnement. En s'appuyant sur un corpus de 129 recueils publiés au XIX^e et au XX^e siècles et en se focalisant plus particulièrement sur l'exemple de la Dombes, cet article s'efforce de montrer en quoi ils relèvent d'un processus de patrimonialisation plurielle. Les usages locaux patrimonialisent des savoirs et des savoir-faire qui favorisent le maintien des

espèces, des paysages et des identités. Bien que situés à la base de la pyramide du droit français, ils sont ainsi garants de la durabilité d'éléments socio-environnementaux dont la valeur patrimoniale peut être élevée, comme les étangs de la Dombes.

Intersection between law and practice, local usages influence not only every person's cognitive knowledge but also their environmental actions. Thus they contribute to form and maintain cultural landscapes, which are the product of the intimate relationship linking the societies to their environment. By leaning on a corpus of 129 local usages books published during the 19th and 20th centuries and especially on the example of the Dombes, this paper tries to show how they are subjected to a multiplicity of processes that make them a heritage. Local usages patrimonialize knowledge and savoir-faire that favour the maintenance of the species, the landscapes and the identities. In this way and although they stay at the lowest rank of the French legal sources hierarchy, they guarantee the sustainability of socio-environmental elements which patrimonial value may be high, such as the fishponds of the Dombes region.

INDEX

Keywords : Dombes, forest, heritage, (cultural) landscape, law, local usages, pond, tree

Mots-clés : arbre, Dombes, droit, étang, forêt, patrimoine, paysage (culturel), usages locaux

AUTEURS

STÉPHANIE DE CARRARA

Stéphanie De Carrara est doctorante en géographie à l'ENS de Lyon et rattachée à l'UMR 5600 « Environnement, Ville, Société ». Sa thèse porte sur la place des usages à caractère juridique des zones humides, Université de Lyon, stephanie.de-carrara@ens-lyon.fr

YVES-FRANÇOIS LE LAY

Yves-François Le Lay est maître de conférences en géographie à l'ENS de Lyon. Dans le cadre de l'UMR 5600 « Environnement, Ville, Société », ses travaux concernent notamment les paysages de l'eau et de l'arbre, ENS de Lyon, UMR 5600-EVS, Université de Lyon, yves-francois.le-lay@ens-lyon.fr